

Sommaire

	Page
I. Actualités - Presse	3
• Actualités - Presse marocaine	3
• Médiation	3
• Actualités - Presse étrangère	4
• Accès à l'information	4
• Assistance judiciaire	5
• Exécution des décisions de justice	5
• Médiation	6
• Préjudice	13
II. Veille législative et réglementaire	14
• Veille législative et réglementaire marocaine	14
• Bulletin Officiel	14
• Conseil des ministres	22
• Conseils de gouvernement	24
• Veille législative et réglementaire étrangère	28
• Journal Officiel de la République Française	28
III. Publications officielles	30
• Rapports annuels d'activité	30
• Rapport juridique	32
IV. Veille jurisprudentielle	33
• Jurisprudence administrative marocaine	33
• Thématique : Sanction administrative	33
• Jurisprudence administrative étrangère	35
• République Française : Décisions du Conseil d'Etat	35
V. Dernières parutions	40
• Nouveautés papier	40
• Livres	40
✓ Edition nationale	40
✓ Editions étrangères	41
• Nouveautés numériques	44

I- Actualités - Presse

- **Actualités - presse marocaine**

- **Médiation**

- **Institutions des Médiateurs et des Ombudsmans : Vers la création d'une instance internationale de médiateurs sous l'égide de l'ONU**

Source : <http://www.lematin.ma/journal/2015/institutions-des-mediateurs-et-des-ombudsmans-vers-la-creation-d-une-instance-internationale-de-mediateurs-sous-l-egide-de-l-onu/227378.html> (page consultée le 07/07/2015)

Selon le Médiateur du Royaume et Président Honoraire de l'Association des Ombudsmans de la Méditerranée, Abdelaziz Benzakour, il s'agit d'établir une coordination consensuelle entre « nos réseaux de cultures et de paysages sociopolitiques différents ».

Des représentants d'institutions et de réseaux internationaux de médiation et d'ombudsmans se penchent, à Rabat, sur les moyens de créer un mécanisme international de coordination et de soutien à l'action des institutions de médiation à échelle internationale, dans la perspective de mettre en place une instance internationale sous l'égide de l'ONU. Les participants à cette rencontre de deux jours (6-7 juillet), organisée par le Médiateur du Royaume sur le thème «La mise en œuvre de la Déclaration de Marrakech», engagent une réflexion sur le caractère juridique et organisationnel de ce mécanisme. La déclaration de Marrakech, publiée à l'issue de la rencontre organisée le 28 novembre 2014 par le Médiateur du Royaume, a mis l'accent sur la nécessité de créer une instance internationale rassemblant tous les pays sous l'égide l'ONU, pour appuyer l'action des ombudsmans et des médiateurs.

- **Médiation : Pour la création d'un mécanisme international**

Source : <http://www.leseco.ma/maroc/33436-mediation-pour-la-creation-d-un-mecanisme-international.html> (page consultée le 07/07/2015)

Réunis à Rabat du 6 au 7 juillet, plusieurs représentants d'institutions et de réseaux internationaux de médiation et d'ombudsmans se sont penchés sur les moyens de créer un mécanisme international dédié à la médiation.

Les participants à cette rencontre organisée par le Médiateur du Royaume sur le thème «La mise en œuvre de la Déclaration de Marrakech» ont engagé une réflexion sur le caractère juridique et organisationnel de ce mécanisme.

Quant à la Déclaration de Marrakech, publiée le 28 novembre 2014 par le Médiateur du royaume, celle-ci met l'accent sur la nécessité de créer une instance internationale.

- **La justice n'est pas le monopole de l'Etat**

Source : <http://www.challenge.ma/la-justice-nest-pas-le-monopole-de-letat-52145/> (page consultée le 13/07/2015)

Sur le plan interne, le droit marocain (Code de Procédure civile) instaure des modes alternatifs de règlement des conflits qui peuvent être utilisés aussi bien par les entreprises, que par les particuliers. Deux systèmes méritent d'être soulignés à ce niveau ; la médiation et l'arbitrage. La médiation permet aux parties de désigner un médiateur qui a pour mission de faciliter la conclusion d'une transaction, en vue de mettre fin au litige. Le médiateur ne prend pas de décision ; il est un simple facilitateur qui aide les parties à trouver une solution à leur différend...A la différence de la médiation, l'arbitrage est un mécanisme qui se rapproche de la justice étatique, dans le sens qu'il débouche sur une décision qui s'impose aux parties.

- **62 plaintes reçues par le Médiateur bancaire en 2014**

Source : <http://www.lavieeco.com/news/actualites/62-plaintes-recues-par-le-mediateur-bancaire-en-2014-34778.html> (page consultée le 22/07/2015)

Le Centre Marocain de Médiation Bancaire, qui a démarré son activité au premier semestre 2014, a traité 62 réclamations qui concernent principalement les banques.

La clientèle particulière constitue l'essentiel des clients ayant eu recours à ce centre. Alors que la clôture des comptes bancaires représentait la majeure partie des doléances opposant les personnes physiques à leurs banques, elle a été devancée cette fois-ci par la contestation des écritures comptables. Ces deux motifs accaparent plus de la moitié des doléances exprimées. Elles sont suivies par le recouvrement de créances, la délivrance de documents, les moyens de paiement et l'exécution des engagements bancaires.

- **Actualités - presse étrangère**

- **Accès à l'information**

- **Tunisie - La Présidence du Gouvernement retire le projet de loi relatif à l'accès à l'information pour amendement**

Source : <http://www.shemsfm.net/fr/actualite/la-presidence-du-gouvernement-retire-le-projet-de-loi-relatif-a-l-acces-a-l-information-pour-amendement-114087> (page consultée le 03/07/2015)

La Présidence du Gouvernement a retiré, jeudi soir, le projet de loi organique relatif à l'accès à l'information, a indiqué vendredi Hassen Fathalli, porte-parole de la Présidence de l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP).

- **Tunisie - Des ONG appellent le gouvernement à revenir sur la décision de retirer la loi sur l'accès à l'information**

Source : <http://www.babnet.net/cadredetail-108552.asp> (page consultée le 11/07/2015)

L'organisation « Article 19 » et le Réseau Euro-méditerranéen des Droits de l'Homme ont appelé le gouvernement à revenir sur la décision de retirer le projet de loi organique relatif au droit d'accès à l'information.

Dans une déclaration conjointe, les deux organisations se disent profondément préoccupées par la décision, la première du genre depuis la mise en place du nouveau parlement de retirer un projet de loi. « C'est un faux pas » commente David Diaz Jogeix, directeur des programmes de l'organisation Article 19.

• Assistance judiciaire

- **Congo : Kinshasa : une assistance judiciaire gratuite pour les personnes indigentes**

Source : <http://adiac-congo.com/content/kinshasa-une-assistance-judiciaire-gratuite-pour-les-personnes-indigentes-35761> (page consultée le 22/07/2015)

Les Bureaux de Consultations Gratuites (BCG) des barreaux de Gombe et de Matete ont organisé en partenariat avec l'Unicef une conférence de presse à l'intention des membres du Réseau des Journalistes Amis de l'Enfant (RJAE) pour leur expliquer les différentes activités qu'ils mènent au profit de la population kinoise.

Au cours de cette rencontre avec les medias, le président du Bureau de Consultations Gratuites (BCG) du barreau de Kinshasa-Gombe, Me Franck MulendaLwetete, a lancé un appel aux populations démunies de la ville de Kinshasa à se rendre aux BCG de deux barreaux de Gombe et de Matete pour solliciter une assistance judiciaire gratuite ou des conseils.

• Exécution des décisions de justice

- **Mali - Présentation de rapports : Le Médiateur invite l'Etat au respect des décisions de justice**

Source : <http://maliactu.net/mali-presentation-de-rapports-le-mediateur-invite-letat-au-respect-des-decisions-de-justice/> (page consultée le 03/07/2015)

Après le président de la République et le président de l'Assemblée nationale, le Médiateur de la République était face à la presse mercredi dernier pour dévoiler le contenu de son rapport annuel 2014.

D'entrée de jeu, le Médiateur de la République a fait savoir que la période a été marquée par une réorganisation des services de son institution, en vue d'une meilleure prise en charge des missions confiées au Médiateur de la République... Selon le Médiateur de la République, les recommandations ou propositions de réformes ont pour but

d'amener l'Etat, dans ses rapports avec les administrés, à se soumettre lui-même à la légalité, à justifier son action par des règles de droit préalablement établies, à **respecter les décisions de justice** et tous ses engagements et à mieux respecter les droits des citoyens.

- **Médiation**

- **Ile Maurice - Rapport de l'Ombudsman : des cas d'abus à la prison centrale**

Source : <http://www.lexpress.mu/article/264831/rapport-lombudsman-cas-dabus-prison-centrale> (page consultée le 01/07/2015)

Un prisonnier à qui on rase la barbe de force. Un autre à qui on dit qu'il n'a pas le droit de changer de religion. Autant d'abus pour lesquels des plaintes ont été déposées auprès de l'Ombudsman. C'est ce que révèle le rapport annuel de cette institution.

- **France - Prix de la viande : Stéphane Le Foll demande au Médiateur de contrôler les accords**

Source : <http://www.web-agri.fr/actualite-agricole/politique-syndicalisme/article/stephane-le-foll-demande-au-mediateur-de-controler-les-accords-1145-110844.html> (page consultée le 01/07/2015)

Le Ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll a annoncé mercredi qu'il allait demander au Médiateur des relations commerciales agricoles de contrôler l'application des accords récemment conclus sur l'augmentation des prix payés aux producteurs bovins et porcins.

- **Suisse - Moins de plaintes à l'Ombudsman des banques**

Source : <http://www.20min.ch/ro/economie/news/story/Moins-de-plaintes---l-ombudsman-des-banques-14277163> (page consultée le 02/07/2015)

Les plaintes déposées à l'Ombudsman ont reculé de 8% comparé à l'année précédente est dû à une nette baisse des plaintes sur les rétrocessions.

L'Ombudsman des banques suisses a traité l'an passé 2002 cas au total. Ce recul de 8% comparé à l'année précédente est dû à une nette baisse des plaintes sur les rétrocessions. Les requêtes de l'étranger ont en revanche bondi.

En un an, la proportion des demandes venant de l'étranger est passée de 33% à 42% du total, a indiqué jeudi à Zurich l'Ombudsman Marco Franchetti. Il s'explique ce phénomène par les problèmes d'accords fiscaux, de frais prélevés sur les résidents à l'étranger ou encore de résiliations de relations d'affaires par la banque.

- **Canada - L'Ombudsman à Toronto enquêtera sur l'anxiété des ambulanciers**

Source : <http://ici.radio-canada.ca/regions/ontario/2015/07/02/008-enquete-ombudsman-stress-ambulanciers-toronto.shtml> (page consultée le 02/07/2015)

Affirmant qu'il y a « de plus en plus de preuves » d'un niveau de stress trop élevé chez les ambulanciers, l'Ombudsman municipal à Toronto a ouvert une enquête sur la question.

Fiona Crean dit avoir reçu « nombre de plaintes » au sujet de la façon dont le service ambulancier gérait les cas d'anxiété, incluant ceux de stress post-traumatique et de dépendance aux drogues et à l'alcool.

- **Belgique - « Il faut des automates à bord des trains »**

Source : <http://www.7sur7.be/7s7/fr/1502/Belgique/article/detail/2383495/2015/07/02/II-faut-des-automates-a-bord-des-trains.dhtml> (page consultée le 02/07/2015)

"Pourquoi la SNCB n'installe-t-elle pas des automates à bord de ses trains ?", s'interroge le Médiateur pour les voyageurs ferroviaires, chargé de récolter les plaintes à l'encontre du groupe SNCB, dans son rapport annuel 2014 publié jeudi. "Des exemples à l'étranger, en Allemagne et en Australie, prouvent à l'envi que c'est techniquement réalisable".

Le Médiateur voit quatre avantages à cette formule. "L'accompagnateur de train pourrait aisément contrôler l'état de l'appareil ou aider celui qui en a besoin. Le vandalisme serait lui aussi limité, du fait du plus grand contrôle social. Un voyageur qui embarque sans ticket ne devrait plus acquitter d'un supplément. Enfin, cela résoudrait le problème des 11 points d'arrêt non pourvus d'automates", énumère le Médiateur Jean-Marc Jeanfils.

- **Côte d'Ivoire - Ramadan 2015 : le Médiateur de la République fait don de vivres aux musulmans**

Source : <http://news.abidjan.net/h/556757.html> (page consultée le 03/07/2015)

L'institution le Médiateur de la République, a, par le truchement de son premier responsable, N'Golo Coulibaly, fait don, vendredi, de vivres à des associations musulmanes, ainsi qu'à des représentants d'organes de presse et au personnel de l'institution, un "soutien" pour le jeûne du Ramadan.

Ces dons d'une valeur de 3.500.000 FCFA, comprennent, notamment du lait, du sucre, de l'huile et du riz. Ils ont été remis à 22 associations musulmanes et 15 organes de presse.

- **Belgique - SNCB¹ : 4 481 plaintes en 2014**

Source : <http://www.lalibre.be/economie/actualite/sncb-4-481-plaintes-en-2014-5596c2823570c685852123e8> (page consultée le 03/07/2015)

L'Association d'Usagers Navetteurs.be livrait hier son analyse du dernier rapport annuel du service de médiation pour les voyageurs ferroviaires. L'an dernier, celui-ci a reçu 4 481 plaintes (contre 5381 en 2013), dont 1 565 (concernant un total de 3 195 voyageurs) ont donné lieu à une procédure de médiation.

Sans surprise, ce sont les plaintes liées aux retards (340) qui arrivent en tête, suivies par celles qui concernent les titres de transport en service intérieur (256), les cartes de train (180) et les conditions générales de transport (115). Les plaintes concernant les "Pass" complètent le top 5 avec 109 dossiers.

- **France - Quand le Défenseur des droits se fait représenter par l'avocat du lobby pro-GPA**

Source : <http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2015/07/06/31003-20150706ARTFIG00362-quand-le-defenseur-des-droits-se-fait-representer-par-l-avocat-du-lobby-pro-gpa.php> (page consultée le 06/07/2015)

La Cour de Cassation a décidé la transcription de l'état civil d'enfants nés de mères porteuses à l'étranger.

Le public présent à l'audience plénière de la Cour de cassation du 19 juin dernier dans les deux affaires de transcription d'actes d'état civil d'enfants nés de mères porteuses à l'étranger a pu découvrir avec stupéfaction que le Défenseur des droits, dont la mission est de défendre les droits de tous, notamment les droits des femmes, était représenté par Me Spinosi, avocat du lobby pour la légalisation de la «GPA²».

- **Québec - Quatre ans d'attente pour un enfant autiste : le Protecteur du Citoyen intervient auprès d'un établissement, tout en dénonçant une situation qui n'a rien d'un cas isolé**

Source : <http://www.ledevoir.com/societe/sante/444405/quatre-ans-d-attente-pour-un-enfant-autiste> (page consultée le 07/07/2015)

Un enfant autiste a attendu plus de quatre ans pour obtenir des services de réadaptation, une situation qui a forcé le Protecteur du Citoyen à intervenir auprès de l'établissement de santé pour qu'il puisse enfin être suivi par des professionnels. Et cette situation est loin d'être un cas isolé.

¹Société Nationale des Chemins de fer Belges

²La gestation pour autrui (GPA) est une méthode de procréation qui se pratique généralement en cas d'infertilité féminine liée à l'absence d'utérus, ou à sa déformation

https://fr.wikipedia.org/wiki/Gestation_pour_autrui

En mai, plus d'un an après avoir porté plainte au Protecteur du citoyen, un garçon autiste a enfin obtenu les services que ses parents réclamaient depuis si longtemps. « Il était en attente depuis mars 2011, ça aura donc pris quatre ans et deux mois, confirme Claude Dusseault, vice-protecteur pour les services aux citoyens et aux usagers en entrevue au Devoir. Ce sont des délais beaucoup trop longs, inadmissibles.»

- **Québec - Enfants autistes : toujours aucune action du gouvernement libéral pour diminuer les listes d'attente**

Source : http://www.arrondissement.com/rosemont_petite_patrie-get-communiques/pc1/u23083-toujours-aucune-action-gouvernement-liberal-pour-diminuer-listes-attente (page consultée le 07/07/2015)

À la suite de la publication de résultats d'enquête par le Protecteur du citoyen, le député de Rosemont et porte-parole de l'opposition officielle en matière de services sociaux, Jean-François Lisée, a dénoncé l'inaction du gouvernement libéral et de sa Ministre Déléguée à la Réadaptation, Lucie Charlebois, pour donner accès à des services de réadaptation aux centaines d'enfants qui poireautent sur une liste d'attente.

- **France - Développement des modes amiables devant les juridictions administratives**

Source : <http://www.affiches-parisiennes.com/developpement-des-modes-amiables-devant-les-juridictions-administratives-5426.html> (page consultée le 08/07/2015)

Le Conseil d'État a récemment organisé, en partenariat avec l'Ordre des Avocats de Paris et le Groupement Européen des Magistrats pour la Médiation (GEMME-France), un colloque sur la médiation et la conciliation devant les juridictions administratives. Des propositions concrètes ont été formulées pour développer, à la lumière des pratiques du juge judiciaire, les modes alternatifs de règlement des différends, qui restent trop peu utilisés en matière administrative malgré leurs nombreux atouts.

- **France - Musique en ligne : Fleur Pellerin va créer un médiateur pour la résolution des conflits**

Source : <http://www.journaldunet.com/ebusiness/le-net/1158183-musique-en-ligne-fleur-pellerin-va-creer-un-mediateur-pour-la-resolution-des-conflits/> (page consultée le 09/07/2015)

La Ministre de la Culture présente son projet de loi "Liberté de création, architecture et patrimoine". Elle y évoque la relation entre artistes et plateformes de streaming.

Fleur Pellerin a dévoilé, mercredi, les grandes lignes de son projet de loi "Liberté de création, architecture et patrimoine". Parmi les 23 mesures énoncées, trois concernent le "droit des artistes" dans le secteur de la musique en ligne.

- ✓ Améliorer la transparence des relations entre les artistes-interprètes et les producteurs de musique pour le partage de la rémunération.

- ✓ Permettre un accès équitable aux catalogues de musique pour les petites plateformes.
 - ✓ Créer un **Médiateur de la musique** pour la résolution des conflits.
- **Côte d’Ivoire - Le Médiateur de la République s’évertue à solutionner les problèmes fonciers d’Agboville**

Source : <http://news.abidjan.net/h/559299.html> (page consultée le 10/07/2015)

Le Médiateur de la République, N’Golo Coulibaly, a dans une dynamique de solutionner les problèmes fonciers latents dans la localité d’Agboville, accordé vendredi au siège de l’Institution à Abidjan, une audience au Conseil départemental des chefs de villages d’Agboville.

Selon le Médiateur de la République, la requête à ses services, de la chefferie d’Agboville, relative à l’opération d’actualisation du cadastre forestier, commande, au regard d’un rapport de mission produit par ses collaborateurs, qu’il s’implique "personnellement".

- **France - Les élèves de Saint-Denis subissent « une situation défavorable » selon le Défenseur des Droits**

Source : http://www.lemonde.fr/education/article/2015/07/10/le-defenseur-des-droits-estime-que-les-eleves-de-saint-denis-subissent-une-situation-defavorable_4678509_1473685.html (page consultée le 10/07/2015)

Les écoliers de la ville de Saint-Denis font probablement l’objet d’un traitement inégalitaire de la part de l’éducation nationale. C’est en substance le message du Défenseur des Droits, Jacques Toubon, dans un document d’étape sur la situation des élèves scolarisés dans la sous-préfecture de Seine-Saint-Denis, sur lequel la mairie a décidé de communiquer vendredi 10 juillet.

- **France – Chantepie : la commune crée un poste de Médiateur de Rue**

Source : <http://www.ouest-france.fr/chantepie-la-commune-cree-un-poste-de-mediateur-de-rue-3556913> (page consultée le 12/07/2015)

Depuis le 1^{er} juillet, Majid Kasmi occupe le poste de **Médiateur de Rue**. Sa mission : aller sur le terrain et écouter les habitants afin d’anticiper les conflits.

La création du poste de Médiateur de Rue vient en complément de la vidéoprotection. « La vidéoprotection, prévue pour l’automne, a pour but de gagner en réactivité et d’appuyer les actions de nos partenaires. Le médiateur de rue, quant à lui, est en contact direct avec les habitants », rappelle le maire, Grégoire Le Blond.

- **Belgique - Conseil communal de Dinant - Une plainte déposée auprès du Médiateur wallon concernant les FEDER**

Source : <http://www.rtl.be/info/monde/europe/conseil-communal-de-dinant-une-plainte-deposee-aupres-du-mediateur-wallon-concernant-les-feder-738625.aspx> (page consultée le 14/07/2015)

Une plainte administrative a été déposée auprès du Médiateur wallon et de l'administration compétente au niveau wallon concernant la non-attribution de Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) à la Ville de Dinant, a indiqué lundi soir le bourgmestre Richard Fournaux (MR) lors du conseil communal. Il s'était dit "scandalisé" fin mai que les projets de mobilité n'aient pas été retenus.

- **France - Rapport d'activité 2014 de la Médiation inter-entreprises**

Source : <http://lejournaldeleco.fr/news/rapport-dactivite-2014-de-la-mediation-inter-entreprises/> (page consultée le 15/07/2015)

Pierre PELOUZET, Médiateur National des Relations Inter-entreprises, a présenté le rapport d'activité de la Médiation Inter-entreprises. A l'occasion des cinq ans de sa création, il a exprimé sa fierté à voir le travail de tout le réseau de médiateurs salué par l'ensemble des acteurs de l'écosystème économique – près de 1000 médiations par an, réussies à 75% en moyenne et un 800ème signataire de la Charte Relations fournisseur Responsables à ce jour.

Par ailleurs, il a dévoilé à cette occasion le premier Indicateur trimestriel Médiation Inter-entreprises / Altares sur les retards de paiement de factures fournisseurs de 120 grandes entreprises françaises, un outil visant à la prise de conscience et aux changements de comportement des donneurs d'ordre.

- **Canada - Modes non judiciaires de règlement des différends**

Source : <http://www.droit-inc.com/article15805-Modes-non-judiciaires-de-reglement-des-differends> (page consultée le 15/07/2015)

À l'occasion de la réforme de la procédure civile, le législateur québécois a choisi de faire côtoyer dans le Code de procédure tant les modes traditionnels de résolution des litiges – le processus judiciaire, étatique – que les modes volontaristes, privés, amiables.

Si l'arbitrage faisait déjà partie du Code de procédure, le texte de 2016 innove en introduisant un titre entier consacré à la médiation. Outre les articles spécifiques, 620 à 655 pour le premier et 605 à 619 pour la deuxième, le code débute par une série de règles établissant « les principes de la procédure applicable aux modes privés de prévention et de règlement des différends ».

- **France - Conciliation et conciliateur : les propositions « chocs » du rapport du Ministère de la Justice sur les modes amiables de résolution des différends**

Source : <http://www.village-justice.com/articles/Conciliation-conciliateur-les,20095.html>
(page consultée le 16/07/2015)

Ce rapport recommande notamment la fusion des fonctions de conciliateur et de médiateur en instituant un « médiateur de justice », l'obligation de formation initiale et continue des conciliateurs et médiateurs avec la création d'un diplôme national de médiation et la fusion partielle de la fonction de conciliateur de justice et de juge de proximité en créant un « conciliateur juge de proximité » chargé des conciliations judiciaires déléguées et disposant d'un pouvoir d'homologation de l'accord signé par les parties en litiges.

- **Québec - L'Ombudsman de l'UdeM³ attire l'attention sur la santé mentale des étudiants**

Source : <http://www.ledevoir.com/societe/sante/445381/l-ombudsman-de-l-udem-attire-l-attention-sur-la-sante-mentale-des-etudiants> (page consultée le 17/07/2015)

De plus en plus d'étudiants souffrent de problème de santé mentale. L'ombudsman de l'Université de Montréal, Pascale Descary, demande ainsi d'accroître le soutien en la matière.

Dans son rapport annuel 2013-2014, déposé récemment au Conseil de l'Université, elle recommande notamment de former le personnel afin de pouvoir mieux les dépister et ainsi éviter qu'ils se retrouvent « en bout de piste ».

- **France - Flash-Ball: Le Défenseur des droits se saisit du cas de l'ado blessé à Argenteuil**

Source : <http://www.20minutes.fr/paris/1652919-20150717-flash-ball-defenseur-droits-saisit-cas-ado-blesse-argenteuil> (page consultée le 17/07/2015)

Jacques Toubon, Défenseur des Droits, a décidé d'ouvrir une enquête, ce vendredi, sur l'affaire du mineur blessé par un tir de Flash-Ball, la veille du 14-Juillet à Argenteuil dans le Val-d'Oise. Le jeune garçon de 14 ans, Amine, sortait de la mosquée Al-Ihsan, lorsque celui-ci a été touché par un tir des forces de police.

³l'Université de Montréal

- **France - Le Défenseur des Droits recommande de suspendre l'usage du Flash-Ball au vu de sa dangerosité**

Source : <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2015/07/21/97001-20150721FILWWW00221-le-defenseur-des-droits-demande-l-interdiction-du-flash-ball-lors-des-manifestations.php>
(page consultée le 21/07/2015)

Le Défenseur des droits recommande l'interdiction du Flash-Ball lors des manifestations et demande un moratoire général sur son usage, quel qu'en soit le contexte, au vu de la "gravité des lésions" qu'il peut causer.

Le Défenseur recommandait jusqu'à présent de ne pas utiliser le Flash-Ball lors de manifestations publiques "hors cas très exceptionnels" définis "strictement". Constatant que ses réserves n'ont pas été prises en compte dans le nouveau cadre d'emploi de cette arme, le Défenseur demande désormais qu'elle ne soit plus utilisée "dans un contexte de manifestation publique".

- **Québec - Dénéigement : avalanche de plaintes à Longueuil**

Source : <http://www.lapresse.ca/actualites/regional/201507/22/01-4887273-deneigement-avalanche-de-plaintes-a-longueuil.php> (page consultée le 22/07/2015)

La nouvelle politique de déneigement de Longueuil qui prévoit de souffler la neige sur le terrain des citoyens a suscité des centaines de plaintes, selon le rapport 2014 du Bureau du Protecteur du Citoyen. Plus de 300 personnes ont réclamé un dédommagement pour des dégâts à leur propriété.

- **L'Ombudsman du Burundi a fui le pays**

Source : <http://fr.starafrica.com/actualites/lombudsman-du-burundi-a-fui-le-pays.html>
(page consultée le 24/07/2015)

L'Ombudsman du Burundi, Mohamed Rukara a fui le pays ce vendredi après-midi, pour une destination encore inconnue, a appris APA auprès de son entourage, à Bujumbura.

L'Ombudsman du Burundi, membre influent du parti au pouvoir le CNDD-FDD a dernièrement dénoncé la violation de la Constitution et les Accords d' Arusha pour la paix et la réconciliation par le président Nkurunziza.

● **Préjudice**

- **Autisme : la justice punit l'Etat français pour "carences" de prise en charge**

Source : <http://www.pourquoidoctor.fr/Articles/Question-d-actu/11556-Autisme-l-Etat-condamne-a-indemniser-sept-familles> (page consultée le 25/07/2015)

C'est une première en France. Le tribunal administratif de Paris a condamné l'Etat à verser plus de 220 000 euros de dommages à sept familles d'enfants autistes. La justice a pointé des carences dans la prise en charge de ces enfants, qui ont porté préjudice aux familles.

II- Veille législative et réglementaire

• Veille législative et réglementaire marocaine

• Bulletin Officiel

• Dahirs

الهيئة الوطنية للنزاهة والوقاية من الرشوة ومحاربتها

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6374_Ar.PDF

- ظهير شريف رقم 1.15.65 رقم 21 1436 (9 يونيو 2015) بتنفيذ القانون
113.12 الهيئة الوطنية للنزاهة والوقاية من الرشوة ومحاربتها.
الجريدة الرسمية عدد 6374 بتاريخ 02 يوليو 2015

المقالع

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6374_Ar.PDF

- ظهير شريف رقم 1.15.66 رقم 21 1436 (9 يونيو 2015) بتنفيذ القانون
27.13 .
الجريدة الرسمية عدد 6374 بتاريخ 02 يوليو 2015

المدرسة الوطنية العليا للإدارة - إحدات

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6374_Ar.PDF

- ظهير شريف رقم 1.15.67 رقم 21 1436 (9 يونيو 2015) بتنفيذ القانون
038.13 المدرسة الوطنية العليا للإدارة.
الجريدة الرسمية عدد 6374 بتاريخ 02 يوليو 2015

• Décrets

هيئة الصيدلة

Source : http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6373_Ar.pdf

- 2.15.108 رقم 7 1436 (24 يونيو 2015) تغيير وتتميم
2.75.863 بتاريخ 11 1397 (فاتح فبراير 1977) بتطبيق الفصل
51 من الظهير الشريف رقم 1.75.453 رقم 25 1396 (17 ديسمبر
1976) بمثابة قانون يتعلق بإحدات هيئة للصيدلة.
الجريدة الرسمية عدد 6373 بتاريخ 29 يونيو 2015

الوكالة الوطنية للنباتات الطبية والعطرية

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6374_Ar.PDF

- 2.15.305 رقم 1436 (18 يونيو 2015) بتطبيق القانون
111.12 الوكالة الوطنية للنباتات الطبية والعطرية.
الجريدة الرسمية عدد 6374 بتاريخ 02 يوليو 2015

مجالس العمالات والأقاليم – تحديد عدد الأعضاء

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6374_Ar.PDF

- 2.15.401 5 1436 (22 يونيو 2015) بتحديد عدد أعضاء مجالس العمالات والأقاليم.

الجريدة الرسمية عدد 6374 بتاريخ 02 يوليو 2015

التقسيم الإداري للمملكة

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6374_Ar.PDF

- 2.15.402 5 1436 (22 يونيو 2015) يحدد بحسب العمالات والأقاليم قائمة الدوائر والقيادات والجماعات بالمملكة وعدد الأعضاء الواجب انتخابهم في مجلس كل جماعة.

الجريدة الرسمية عدد 6374 بتاريخ 02 يوليو 2015

مجلس المستشارين :

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6374_Ar.PDF

• مساهمة الدولة في تمويل الحملات الانتخابية

- 2.15.450 14 1436 (فاتح يوليو 2015) مساهمة الدولة في تمويل الحملات الانتخابية التي تقوم بها الأحزاب السياسية المشاركة في الانتخابات العامة الجماعية والانتخابات العامة الجهوية وكذا في تمويل الحملات الانتخابية التي تقوم بها الأحزاب السياسية والمنظمات النقابية المشاركة في انتخاب أعضاء مجلس المستشارين.

- 2.15.451 14 1436 (فاتح يوليو 2015) بتحديد الأجال والشكليات المتعلقة باستعمال مساهمة الدولة في تمويل الحملات الانتخابية التي تقوم بها الأحزاب السياسية المشاركة في الانتخابات العامة الجماعية والانتخابات العامة الجهوية وكذا في تمويل الحملات الانتخابية التي تقوم بها الأحزاب السياسية والمنظمات النقابية المشاركة في انتخاب أعضاء مجلس المستشارين.

• سقف المصاريف الانتخابية للمترشحين

- 2.15.452 14 1436 (فاتح يوليو 2015) بتحديد المصاريف الانتخابية للمترشحين الجهات وأعضاء مجالس العمالات والأقاليم وأعضاء مجالس المستشارين وأعضاء

• الأماكن الخاصة بتعليق الإعلانات الانتخابية

- 2.15.453 14 1436 (فاتح يوليو 2015) يتعلق الأماكن الخاصة بتعليق الإعلانات الانتخابية بمناسبة انتخاب أعضاء مجلس المستشارين.

• ورقة التصويت الفريدة

- 2.15.454 14 1436 (فاتح يوليو 2015) يتعلق بتحديد ورقة التصويت الفريدة لانتخاب أعضاء مجلس المستشارين.
الجريدة الرسمية عدد 6374 بتاريخ 02 يوليو 2015

إدارة الدفاع الوطني

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6374_Ar.PDF

- 2.15.352 2 1436 (21 2015) يتعلق بالتعويض عن التجريدة لفائدة بعض العسكريين.
الجريدة الرسمية عدد 6374 بتاريخ 02 يوليو 2015

السلامة الصحية للمنتجات الغذائية

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6376_Ar.PDF

- 2.15.219 5 1436 (22 يونيو 2015) بتطبيق المادة 21 السلامة الصحية للمنتجات الغذائية.
28.07
الجريدة الرسمية عدد 6376 بتاريخ 09 يوليو 2015

• Arrêtés et Décisions

مهنة المستشار الفلاحي

Source : http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6373_Ar.pdf

- قرار لوزير الفلاحة والصيد البحري 1686.15 1436 (20 2015) بتحديد النظام الأساسي النموذجي للجمعية المهنية الجهوية للمستشارين الفلاحيين.
- قرار لوزير الفلاحة والصيد البحري رقم 1687.15 1436 (20 2015) بتحديد النظام الأساسي النموذجي للفدرالية المهنية الوطنية للمستشارين الفلاحيين.
- قرار لوزير الفلاحة والصيد البحري رقم 1688.15 1436 (20 2015) بتحديد نموذج الاعتماد لمزاولة مهنة المستشار الفلاحي.
- قرار لوزير الفلاحة والصيد البحري رقم 1689.15 1436 (20 2015) بتحديد نموذجي السيرة الذاتية والتصريح بالشرف المرفقين بملف طلب الاعتماد لمزاولة مهنة المستشار الفلاحي.
- قرار لوزير الفلاحة والصيد البحري رقم 1690.15 1436 (20 2015) بتعيين ثلاث مهنيين باللجنة الوطنية للاستشارة الفلاحية.
- قرار لوزير الفلاحة والصيد البحري رقم 1692.15 1436 (20 2015) بتحديد برنامج الحصول على شهادة التأهيل لممارسة الاستشارة الفلاحية وكذا لائحة مؤسسات التعليم العالي والتكوين المهني الفلاحي المؤهلة لمنح هذه الشهادة.
- قرار لوزير الفلاحة والصيد البحري رقم 1693.15 1436 (20 2015) بتحديد نموذج سجل الاستشارة الفلاحية وشروط حفظه.
الجريدة الرسمية عدد 6373 بتاريخ 29 يونيو 2015

مؤسسة دار الحديث الحسنية - عدد المقاعد المخصصة لولوج سلك التكوين الأساسي المتخصص والبرنامج الدراسي التحضيري

Source : http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6373_Ar.pdf

- قرار لوزير الأوقاف والشؤون الإسلامية 1951.15 14 1436
(2 يونيو 2015) بتحديد عدد المقاعد المتبارى في شأنها لولوج سلك التكوين الأساسي
مؤسسة دار الحديث الحسنية برسم السنة الجامعية 2016/2015.

- قرار لوزير الأوقاف والشؤون الإسلامية رقم 1952.15 14 1436
(2 يونيو 2015) بتحديد عدد المقاعد المخصصة للبرنامج الدراسي التحضيري بـ
دار الحديث الحسنية برسم السنة الجامعية 2016/2015.

الجريدة الرسمية عدد 6373 بتاريخ 29 يونيو 2015

معهد محمد السادس للقراءات والدراسات القرآنية - عدد المقاعد لولوج سلك الإجازة في القراءات والدراسات القرآنية

Source : http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6373_Ar.pdf

- لوزير الأوقاف والشؤون الإسلامية 1982.15 17 1436
(5 يونيو 2015) بتحديد المتبارى في شأنها
والدراسات القرآنية معهد محمد السادس للقراءات والدراسات القرآنية
الجامعية 2016/2015.

الجريدة الرسمية عدد 6373 بتاريخ 29 يونيو 2015

وزارة العدل والحريات

Source : http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6373_Ar.pdf

- قرار لوزير العدل والحريات 1960.15 8 1436 (27 2015)
بإجراء مباراة لتوظيف ملحقين قضائيين.

الجريدة الرسمية عدد 6373 بتاريخ 29 يونيو 2015

وزارة الشباب والرياضة

Source : http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6373_Ar.pdf

- قرار لوزير شباب والرياضة رقم 1422.15 9 1436 (28 أبريل 2015)
بتحديد شروط وإجراءات وبرامج مبارتي توظيف المتصرفين من الدرجتين الثانية والثالثة
الشباب والرياضة.

- قرار لوزير شباب والرياضة رقم 1423.15 9 1436 (28 أبريل 2015)
بتحديد شروط وإجراءات وبرامج مبارتي توظيف مهندسي
والمهندسين المعماريين من الدرجة الأولى الشباب والرياضة.

- قرار لوزير شباب والرياضة رقم 1424.15 9 1436 (28 أبريل 2015)
بتحديد شروط وإجراءات وبرامج مباراة توظيف المحررين من الدرجة الرا
الشباب والرياضة.

- قرار لوزير شباب والرياضة رقم 1425.15 9 1436 (28 أبريل 2015) بتحديد شروط وإجراءات وبرامج مبارياتي توظيف التقنيين من الدرجة الثالثة والرابعة الشباب والرياضة.
- قرار لوزير شباب والرياضة رقم 1426.15 9 1436 (28 أبريل 2015) بتحديد شروط وإجراءات وبرامج مباراة توظيف المساعدين الإداريين من الدرجة الثالثة الشباب والرياضة.
- قرار لوزير شباب والرياضة رقم 1949.15 13 1436 (فاتح يونيو 2015) بتحديد شروط وإجراءات وبرامج مباراة توظيف المساعدين التقنيين الشباب والرياضة.

الجريدة الرسمية عدد 6373 بتاريخ 29 يونيو 2015

الأمانة العامة للحكومة

Source : http://81.192.52.100/BO/AR/2015/BO_6373_Ar.pdf

- قرار للأمين العام 1886.15 16 من ربيع الأول 1436 (8 يناير 2015) بتحديد شروط وإجراءات وبرنامج مباراة توظيف المساعدين التقنيين من الدرجة .
- قرار للأمين العام للحكومة رقم 1887.15 16 من ربيع الأول 1436 (8 يناير 2015) ديد شروط وإجراءات وبرنامج مباراة توظيف المساعدين الإداريين .

الجريدة الرسمية عدد 6373 بتاريخ 29 يونيو 2015

التقسيم الإداري للمملكة

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6374_Ar.PDF

- قرار لوزير الداخلية رقم 2354.15 6 1436 (23 يونيو 2015) يحدد، بحسب العمالات والأقاليم، قائمة الجماعات التي يشمل مدارها الحضري كامل النفوذ .

الجريدة الرسمية عدد 6374 بتاريخ 02 يوليو 2015

المدرسة الملكية الجوية والبحرية – نظام الدراسة وكيفيات التقييم لسلكي الهندسة والإجازة للتعليم الجامعي.

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6374_Ar.PDF

- قرار مشترك لرئيس الحكومة ووزير التعليم العالي والبحث العلمي وتكوين الأطر رقم 575.15 26 1436 (15 2015) بتحديد نظام الدراسة وكيفيات التقييم لسلك المهندس بالمدرسة الملكية الجوية.
- قرار مشترك لرئيس الحكومة ووزير التعليم العالي والبحث العلمي وتكوين الأطر رقم 576.15 26 1436 (15 2015) بتحديد نظام الدراسة وكيفيات التقييم لسلك الإجازة للتعليم الجامعي بالمدرسة الملكية الجوية.

- قرار مشترك لرئيس الحكومة ووزير التعليم العالي والبحث العلمي وتكوين الأطر رقم 577.15 26 1436 (15 2015) بتحديد نظام الدراسة وكيفيات التقييم لسلك المهندس بالمدرسة الملكية البحرية.

- قرار مشترك لرئيس الحكومة ووزير التعليم العالي والبحث العلمي وتكوين الأطر رقم 578.15 26 1436 (15 2015) بتحديد نظام الدراسة وكيفيات التقييم لسلك الإجازة للتعليم الجامعي بالمدرسة الملكية البحرية.

الجريدة الرسمية عدد 6374 بتاريخ 02 يوليو 2015

جائزة الحسن الثاني للمخطوطات – تعيين أعضاء اللجنة العلمية

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6374_Ar.PDF

- قرار لوزير الثقافة رقم 2058.15 24 1436 (12 يونيو 2015) بتعيين أعضاء اللجنة العلمية لجائزة الحسن الثاني للمخطوطات.

الجريدة الرسمية عدد 6374 بتاريخ 02 يوليو 2015

وزارة الصناعة والتجارة والاستثمار والاقتصاد الرقمي

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6374_Ar.PDF

- قرار لوزير 1207.15 19 1436 (9 أبريل 2015) بتحديد شروط وإجراءات وبرامج مبارتي التوظيف في إطار التقنيين من الدرجتين الرابعة والثالثة بوزارة

- قرار لوزير 1208.15 19 1436 (9 أبريل 2015) بتحديد شروط وإجراءات وبرنامج مباراة التوظيف في إطار المساعدين الإداريين من الدرجة الثالثة بوزارة

- قرار لوزير 1209.15 19 1436 (9 ريل 2015) بتحديد شروط وإجراءات وبرنامج مباراة التوظيف في إطار المساعدين التقنيين

الجريدة الرسمية عدد 6374 بتاريخ 02 يوليو 2015

وزارة الصحة

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6374_Ar.PDF

- قرار لوزير الصحة رقم 1206.15 19 1436 (9 أبريل 2015) بتحديد شروط وإجراءات وبرنامج مباراة التوظيف في إطار المساعدين التقنيين

الجريدة الرسمية عدد 6374 بتاريخ 02 يوليو 2015

وزارة الفلاحة والصيد البحري

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6374_Ar.PDF

- قرار للوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بالوظيفة العمومية وتحديث الإدارة رقم 1134.15 10 1436 (31 2015) بتحديد شروط امتحان الكفاءة المهنية بالنسبة للمهندسين المعماريين بوزارة الفلاحة والصيد البحري –
الجريدة الرسمية عدد 6374 بتاريخ 02 يوليو 2015

وزارة الطاقة والمعادن والماء والبيئة

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6374_Ar.PDF

- قرار للوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بالوظيفة العمومية وتحديث الإدارة رقم 1590.15 19 1436 (8 2015) بتحديد إجراءات تنظيم امتحان الكفاءة المهنية للتقدمي إلى الدرجتين الأولى والثانية بهيئة التقنيين بوزارة الماء والبيئة –
- قرار للوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة المكلف بالوظيفة العمومية وتحديث الإدارة رقم 1591.15 19 1436 (8 2015) بتحديد إجراءات تنظيم امتحان الكفاءة المهنية للتقدمي بهيئة التقنيين بوزارة الماء والبيئة –
الجريدة الرسمية عدد 6374 بتاريخ 02 يوليو 2015

وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6374_Ar.PDF

- استدراك خطأ وقع بالجريدة الرسمية عدد 6368 بتاريخ 23 1436 (11 يونيو 2015).
الجريدة الرسمية عدد 6374 بتاريخ 02 يوليو 2015

السلامة الصحية للمنتجات الغذائية

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6376_Ar.PDF

- قرار لوزير الفلاحة والصيد البحري رقم 1063.15 10 1436 (31 2015) بتحديد شكل ومحتوى سجل الزيارات الصحية المنتظمة المعد من طرف مستغل المؤسسات أو المقاولات في القطاع الغذائي وفي قطاع تغذية الحيوانات، باستثناء البيع بالتقسيط والمطاعم الجماعية.
الجريدة الرسمية عدد 6376 بتاريخ 09 يوليو 2015

الاستثمارات الفلاحية

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6376_Ar.PDF

- قرار مشترك لوزير الفلاحة والصيد البحري ووزير الداخلية ووزير الاقتصاد والمالية رقم 3073.14 12 1435 (8 2014) بتحديد أشكال وكيفيات المصادقة على مشاريع التجميع الفلاحي وتسليم شهادات التجميع الفلاحي.

- قرار مشترك لوزير الفلاحة والصيد البحري ووزير الداخلية ووزير الاقتصاد والمالية رقم 3074.14 12 1435 (8) 2014 بتحديد مبالغ الدعم الممنوح لمشاريع التجميع الفلاحي ونسبه وأسقفه وكيفيات أدائه.
الجريدة الرسمية عدد 6376 بتاريخ 09 يوليو 2015

أرقام الترخيص والاعتمادات على المستوى الصحي

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6376_Ar.PDF

- قرار مشترك لوزير الفلاحة والصيد البحري ووزير الداخلية ووزير الصحة رقم 1348.15 3 1436 (22 أبريل 2015) بتغيير وتنظيم القرار المشترك لوزير الفلاحة والصيد البحري ووزير الداخلية ووزير الصحة رقم 2768.12 12 1433 (2012) بتحديد رمز النشاط ورمز العمالة أو الإقليم تضمينهما في أرقام الترخيص والاع
الجريدة الرسمية عدد 6376 بتاريخ 09 يوليو 2015

الطب عن طريق التعاقد

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/BO/bulletin/AR/2015/BO_6376_Ar.PDF

- لوزير الاقتصاد والمالية ووزير الصحة رقم 1540.15 9 1436 (28 أبريل 2015) بتحديد كيفيات احتساب أجرة الأعمال الجراحية التي يمكن للأطباء المتخصصين في الجراحة المتعاقدين مع وزارة الصحة إجراؤها.
الجريدة الرسمية عدد 6376 بتاريخ 09 يوليو 2015

• Conseil des ministres

Conseil des ministres du 14 Juillet 2015

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/conseil_ministre/crcm_14.07.15_Ar.pdf

الوزاري المنعقد بالدار البيضاء بيان عن

تحت رئاسة صاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله وأيده

بتاريخ 27 1436 (14 يوليو 2015)

تمت المصادقة من قبل المجلس على مشاريع النصوص القانونية والاتفاقيات الدولية التالية :

مشروعا قانونين تنظيميين :

- (1) قانون تنظيمي رقم 44-14 بتحديد شروط وكيفيات ممارسة الحق في تقديم العرائض إلى السلطات العمومية.
- (2) قانون تنظيمي رقم 64-14 بتحديد شروط وكيفيات ممارسة الحق في تقديم الملتزمات في مجال التشريع.

مشروع ظهير شريف :

ظهير شريف رقم 1-15-80 يتعلق بالنظام الأساسي الخاص بالقضاة العسكريين وبالنظام

اتفاقيات دولية :

اتفاقية متعددة الأطراف

- (1) اتفاقية المعهد الدولي لتوحيد القانون الخاص (يونيدروا) بشأن الممتلكات الثقافية المسروقة أو المصدرة بطرق غير مشروعة، المعتمدة من قبل المؤتمر الدبلوماسي المنعقد بروما من 7 إلى 24 يونيو 1995.
- 42-15 يوافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة أعلاه.

اتفاقيات ثنائية الأطراف

- (2) اتفاقية تسليم المجرمين بين المملكة المغربية وجمهورية البوسنة والهرسك، موقعة بـ 19 فبراير 2014.
- 69-14 يوافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة أعلاه.
- (3) اتفاقية المساعدة القانونية المتبادلة في الميدان الجنائي بين المملكة المغربية و البوسنة والهرسك، موقعة 19 فبراير 2014.
- 75-14 يوافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة أعلاه.
- (4) اتفاق إطار للتعاون بين حكومة المملكة المغربية و حكومة جمهورية بنما، موقع بالرباط في 17 أبريل 2014.
- 57-14 يوافق بموجبه على الاتفاق المذكور أعلاه.

- (5) اتفاق حول التعاون والمساعدة المتبادلة في الميدان الجمركي بين حكومة المملكة المغربية و حكومة جمهورية أذربيجان، موقع بالرباط في 12 2014.
- 92-14 يوافق بموجبه على الاتفاق المذكور أعلاه.
- (6) اتفاق التعاون في مجال تدبير حالات الطوارئ بين حكومة المملكة المغربية و حكومة جمهورية أذربيجان، موقع بالرباط في 13 يونيو 2014.
- 102-14 يوافق بموجبه على الاتفاق المذكور أعلاه.
- (7) اتفاق التعاون الثقافي والفني بين حكومة المملكة المغربية و حكومة دولة الكويت، موقع بالرباط في 3 فبراير 2015.
- 19-15 يوافق بموجبه على الاتفاق المذكور أعلاه.
- (8) اتفاقية حول التعاون القضائي في الميدان الجنائي بين حكومة المملكة المغربية و حكومة جمهورية الكويت ديفوار، موقعة بمراكش في 20 يناير 2015.
- 16-15 يوافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة أعلاه.
- (9) اتفاقية بشأن نقل الأشخاص المحكوم عليهم بين حكومة المملكة المغربية و حكومة جمهورية الكويت ديفوار، موقعة بمراكش في 20 يناير 2015.
- 20-15 يوافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة أعلاه.
- (10) اتفاق تعاون في مجال الصحة بين حكومة المملكة المغربية و حكومة جمهورية الكويت ديفوار، موقع 20 يناير 2015.
- 31-15 يوافق بموجبه على الاتفاق المذكور أعلاه.
- (11) اتفاقية التعاون الإداري المتبادل في المسائل الجمركية بين حكومة المملكة المغربية و حكومة دولة الإمارات العربية المتحدة، موقعة بالدار البيضاء في 17 2015.
- 40-15 يوافق بموجبه على الاتفاقية .
- (12) مذكرة تفاهم في مجال الملاحة التجارية بين حكومة المملكة المغربية و حكومة جمهورية غانا، موقعة 12 فبراير 2015.
- 39-15 يوافق بموجبه على مذكرة التفاهم المذكورة أعلاه.

• Conseils de gouvernement

Conseil de gouvernement du 2 Juillet 2015

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/conseil_gouvernement/cr/2015/crcg_02.07.2015_Ar.pdf

بيان عن اجتماع مجلس الحكومة المنعقد بتاريخ 15 1436 (2 يوليو 2015)

I. درس المجلس مشاريع النصوص القانونية التالي بيانها : مشاريع قوانين :

1. 45-15 بتغيير وتنظيم أحكام القانون رقم 01-00 بتنظيم التعليم العالي الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1-00-199 بتاريخ 15 1421 (19 2000)، والظهير الشريف 1-75-398 10 1395 (16 1975)

المصادقة على هذا المشروع

2. 71-13 يتعلق بمكافحة الاضطرابات العقلية وبحماية حقوق الأشخاص المصابين بها.

المصادقة على هذا المشروع مع الأخذ بعين الاعتبار الملاحظات المثارة بعد دراستها

مشاريع مراسيم :

1. 2-15-426 يتعلق بإعداد وتنفيذ قوانين المالية.
- #### المصادقة على هذا المشروع
2. 2-15-505 بتغيير وتنظيم المرسوم رقم 2-90-554 1411 2 (18 يناير 1991) المتعلق بالمؤسسات الجامعية والأحياء الجامعية.
- #### المصادقة على هذا المشروع

التعيين في مناصب عليا. ويتعلق

II. تطبيقا لأحكام الفصل 92

:

1. مدير وكالة الحوض المائي لملوية ،
2. مديرة الحماية الاجتماعية للعمال بوزارة التشغيل والشؤون الاجتماعية ،
3. مدير الموارد والشؤون العامة والنظم المعلوماتية بوزارة الطاقة والمعادن والماء والبيئة –

بيان عن اجتماع مجلس الحكومة
المنعقد بتاريخ 22 1436 (9 يوليو 2015)

- I. ألقى السيد الوزير المكلف بالعلاقات مع البرلمان والمجتمع المدني عرضا حول مقترحات القوانين.
II. درس المجلس مشاريع النصوص القانونية التالي بيانها :

مشروع ظهير شريف :

✓ ظهير شريف رقم 1-15-80 يتعلق بالنظام الأساسي الخاص بالقضاة العسكريين وبالنظام

أخذ المجلس علما بهذا المشروع تمهيدا لعرضه على مصادقة المجلس الوزاري

مشاريع قوانين :

1. 116-14 يقضي بتغيير وتنظيم القانون رقم 05-52 المتعلق بمدونة السير على الطرق الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1-10-07 بتاريخ 26 1431 (11 فبراير 2010).

تمت المصادقة على هذا المشروع

2. 47-13 يرمي إلى تغيير وتنظيم الظهير الشريف بتاريخ 24 1337 (30 1918)

تقرر تأجيل دراسة هذا المشروع

مشاريع مراسيم :

1. 2-15-183 بتحديد قائمة الجامعات والمؤسسات التي تربطها اتفاقية شراكة مع الدولة في مجال تطوير التعليم والتكوين والبحث العلمي.

تمت المصادقة على هذا المشروع

2. 2-15-159 بتميم المرسوم 2-04-89 18 من ربيع الآخر 1425 (7 يونيو 2004) بتحديد اختصاص المؤسسات الجامعية وأسلاك الدراسات العليا وكذا الشهادات الوطنية المطابقة.

تمت المصادقة على هذا المشروع

III. تطبيقا لأحكام الفصل 92 من الدستور، وافق المجلس على مقترحات التعيين في مناصب عليا. ويتعلق الأمر بـ :

1. رئيسة مؤسسة النهوض بالأعمال الاجتماعية لفائدة العاملين بوزارة الفلاحة والصيد البحري –
2. مدير وكالة الإنعاش والتنمية الاقتصادية والاجتماعية في أقاليم الجنوب بالمملكة ،
3. مدير المركز الجهوي للاستثمار لجهة العيون بوجدور الساقية ا
4. مدير المركز الاستشفائي محمد السادس بمراكش ،
5. عميد كلية العلوم بمكناس.

Conseil de gouvernement du 16 Juillet 2015

Source : http://www.sgg.gov.ma/Portals/1/conseil_gouvernement/cr/2015/crcg_16.07.2015_Ar.pdf

بيان عن اجتماع مجلس الحكومة
المنعقد بتاريخ 29 1436 (16 يوليو 2015)

المجلس مشاريع النصوص القانونية التالي بيانها :

مشاريع قوانين :

1. 29-15 بتنظيم القانون رقم 25-90 المتعلق بالتجزئات العقارية والمجموعات السكنية وتقسيم العقارات.
 2. 115-14 يتعلق بصندوق المقاصة.
- تقرر متابعة دراسة المشروعين في اجتماع مقبل لمجلس الحكومة

_____ :

2-14-841 يتعلق بالإذن بعرض الأدوية ا ✓

تمت المصادقة على هذا المشروع

بيان عن اجتماع مجلس الحكومة
المنعقد بتاريخ 6 1436 (23 يوليو 2015)

المجلس على مشاريع المراسيم التالي بيانها :

1. 2-15-576 بتحديد عدد الأعضاء الواجب انتخابهم في مجلس كل جهة وتوزيع عدد المقاعد على العمالات والأقاليم وعمالات المقاطعات المكونة لكل جهة.
2. 2-15-577 بتحديد عدد المقاطعات وحدودها الجغرافية وأسمائها وعدد أعضاء المجلس الجماعي ومستشاري المقاطعة الواجب انتخابهم في كل مقاطعة.
3. 2-15-578 يتعلق بتحديد الأماكن الخاصة بتعليق الإعلانات الانتخابية بمناسبة انتخاب أعضاء مجالس الجماعات والمقاطعات وانتخاب أعضاء مجالس الجهات.
4. 2-15-579 يتعلق بتأليف الهيئة الناخبة لممثلي المنظمات المهنية للمشغلين الأكثر تمثيلية المدعوة للمشاركة في انتخاب أعضاء مجلس المستشارين.
5. 2-15-599 يتعلق بتحديد لائحة المنظمات المهنية للمشغلين الأكثر تمثيلية على المستوى الجهوي المدعوة للمشاركة في انتخاب أعضاء مجلس المستشارين.
6. 2-15-588 بتغيير المرسوم رقم 2-02-854 8 1423 (10 فبراير 2003) بشأن النظام الأساسي الخاص بموظفي وزارة التربية الوطنية.
7. 2-15-589 بتغيير وتنظيم المرسوم رقم 2-11-672 27 1433 (23 ديسمبر 2011) في شأن إحداث وتنظيم المراكز الجهوية لمهن التربية والتكوين.

- **Veille législative et réglementaire étrangère**

- **Journal Officiel de la République Française (JORF)**

- **Protection des travailleurs contre les risques d'exposition à l'amiante**

Source : http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150701&numTexte=16&pageDebut=11099&pageFin=11099

Décret n° 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante (JORF n°0150 du 1 juillet 2015 page 11099 texte n° 16).

- **Création d'une aide à l'embauche d'un premier salarié dans les très petites entreprises**

Source : http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150704&numTexte=15&pageDebut=11304&pageFin=11305

Décret n° 2015-806 du 3 juillet 2015 instituant une aide à l'embauche d'un premier salarié (JORF n°0153 du 4 juillet 2015 page 11304 texte n° 15).

- **Adaptation des règles de circulation routière en vue de sécuriser et de favoriser le cheminement des piétons et des cyclistes**

Source : http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150704&numTexte=17&pageDebut=11306&pageFin=11308

Décret n° 2015-808 du 2 juillet 2015 relatif au plan d'actions pour les mobilités actives et au stationnement (JORF n°0153 du 4 juillet 2015 page 11306 texte n° 17).

- **Modification du code des juridictions financières sur certaines questions concernant l'organisation des juridictions financières, les compétences et les attributions de la Cour des comptes, la procédure et les dispositions statutaires**

Source : http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150705&numTexte=1&pageDebut=11335&pageFin=11337

Décret n° 2015-812 du 3 juillet 2015 modifiant le code des juridictions financières (JORF n°0154 du 5 juillet 2015 page 11335 texte n° 1).

- **Réduction des délais d'instruction des autorisations d'urbanisme**

Source : http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150710&numTexte=2&pageDebut=11770&pageFin=11772

Décret n° 2015-836 du 9 juillet 2015 relatif à la réduction des délais d'instruction des autorisations d'urbanisme (JORF n°0158 du 10 juillet 2015 page 11770 texte n° 2).

- **Création d'une prime transitoire de solidarité**

Source : http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150716&numTexte=27&pageDebut=12091&pageFin=12092

Décret n° 2015-860 du 15 juillet 2015 instituant une prime transitoire de solidarité pour certains demandeurs d'emploi (JORF n°0162 du 16 juillet 2015 page 12091 texte n° 27).

- **Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme : avis sur la protection des biens culturels en période de conflit armé**

Source : http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20150721&numTexte=28&pageDebut=&pageFin=

Avis sur la protection des biens culturels en période de conflit armé (JORF n°0166 du 21 juillet 2015 texte n° 28).

III- Publications officielles*

• Rapports annuels d'activité

- **Canada – Rapport annuel du Commissariat aux Langues Officielles 2014-2015**

Source : <http://www.ocol-clo.gc.ca/sites/default/files/ra-14-15.pdf> (page consultée le 20 Juillet 2015)

Présentation

Ce rapport annuel du Commissaire aux langues officielles couvre la période du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015. En s'attardant sur les valeurs canadiennes fondamentales à savoir la diversité culturelle et la dualité linguistique, M. Graham Fraser Commissaire aux langues officielles affirme que le thème principal de son rapport annuel de cette année est l'immigration. Ce dernier comporte un compte rendu des enquêtes sur les plaintes et les résultats des vérifications réalisées.

En effet, cette année a connu le suivi d'une vérification portant sur le service au public offert par le transporteur aérien. A ce niveau, M. le Commissaire aux langues officielles déclare : « J'ai été décontenancé de constater que celui-ci n'avait pris en compte qu'une seule des douze recommandations que j'avais formulées à son intention. Personne ne s'attend à la perfection, mais il était préoccupant d'apprendre que la direction de l'Institution n'avait pas adopté de mesures pour corriger les lacunes signalées ».

Dans 48 pages, ce rapport expose les points suivants :

- ❖ Immigration et langues officielles
 - ✓ Immigration francophone à l'extérieur du Québec
 - ✓ Immigration anglophone au Québec
- ❖ Conformité
 - ✓ Les plaintes
 - ✓ Les vérifications
 - ✓ Recours judiciaires
 - ✓ En bref
- ❖ Recommandations

- **Canada - Rapport annuel 2014 de l'Ombudsman de Montréal**, publié en Juin 2015
Source : http://ombudsmandemontreal.com/wp-content/uploads/2011/03/1-ODM_RAPPORT-ANNUEL-2014.pdf

Présentation

Le sujet du présent rapport est exprimé par le titre suivant : « Transparence et efficacité : deux valeurs clés » dans la mesure où la transparence des processus décisionnels et l'efficacité de la gestion municipale constituent selon M^e Johanne Savard, Ombudsman de la Ville de Montréal « la pierre angulaire de la confiance des citoyens envers leur administration municipale ».

Durant cette année marquée par la réorganisation (restructuration, modernisation, nouveaux recrutements), M^e Johanne Savard affirme que « le bureau de l'Ombudsman a reçu 1 409 nouvelles demandes et a effectué 143 nouvelles enquêtes (dont 35 en lien avec la Charte Montréalaise des Droits et Responsabilités) qui se sont ajoutées aux 62 enquêtes déjà en cours. C'est donc un total de 1 471 dossiers que nous avons traités en 2014, soit 123 de plus qu'en 2013 ».

Par ailleurs, en ce qui concerne le délai moyen de traitement des dossiers ouverts en 2014, il « s'est établi à 5,5 jours ouvrables ; pour les enquêtes approfondies finalisées en 2014, ce délai a été de 82,81 jours ouvrables », confirme Me Johanne Savard.

Dans une centaine de pages, cette publication aborde les titres suivants :

- ❖ L'Ombudsman de Montréal en bref,
- ❖ Notre Equipe,
- ❖ À propos de M^e Johanne Savard,
- ❖ Dossiers traités en 2014 – Quelques exemples,
- ❖ Témoignages,
- ❖ Survol statistique 2014,
- ❖ Charte Montréalaise Des Droits Et Responsabilités,
- ❖ Profil des plaintes et enquêtes par entité,
- ❖ Profil des plaintes et enquêtes par sujet.

• Rapport juridique

• تقرير الهيئة
للتحقيق قضايا الطبية
'ديوان'
" :
دعوى 2014

Source : <http://www.ichr.ps/ar/1/7/153>

تقديم :

يؤكد هذا التقرير منذ البداية على أن لتحقيق الجدي والعميق والمنصف في قضايا الأخطاء الطبية هو وحده الكفيل بخلق قناعة لدى المتضررين بوجود مساءلة قانونية حقيقية.

وجود آلية قانونية واحدة مشتركة في النظام القانوني الفلسطيني تحكم عمل لجان التحقيق في قضايا الأخطاء الطبية، "تهدف الهيئة هذا التقرير، وما يتضمنه هامة، تفعيل عملية التحقيقات الإدارية قضايا الطبية الطريقة والمتساوية للتحقيق المهن الصحية يكون لها مريض أصيب .

كما تهدف الهيئة من هذا التقرير إلى الدفع باتجاه اتخاذ خطوات رسمية وغير رسمية نحو وضع إجراءات أكثر فاعلية في التحقيق في قضايا الأخطاء الطبية التي قد يُسأل عنها أكثر من طرف تقديم الخدمات الصحية في النظام الصحي (الطبيب، الصيدلي، الأجهزة الطبية...) حين للمسؤولية الطبية، ولاسيما التحقيق الفنية قضايا الطبية، والتأمين الطبية".

وهكذا، قد تم التطرق في هذا التقرير الذي يبلغ عدد صفحاته 130 للتحقيق قضايا الطبية وإلى النظام الفلسطيني للتحقيق قضايا الطبية.

* Présentations établies par l'équipe de veille.

IV- Veille jurisprudentielle

• Jurisprudence administrative marocaine

• Thématique : Sanction administrative

- بالأجل الذي يمنحه له القانون لإعداد دفاعه أمام المجلس التأديبي:
805، الصادر بتاريخ 21/11/1996 406/96
Source : <http://www.jurisprudence.ma/decision/ccass21111996805>

_____:

مجلس تأديبي- -

لا يجوز افتراض تنازل الموظف عن التمسك بالأجل الذي يمنحه له القانون لإعداد دفاعه أمام المجلس التأديبي، وإنما يجب أن يكون هذا التنازل صريحا.

- العقوبات التي يمكن أن تتخذ :
520، الصادر بتاريخ 95/262 1995/12/07
Source : <http://www.jurisprudence.ma/decision/ccass07121995520>

_____:

القضاة، يتضح أن العقوبات الي يمكن أن تتخذ

على درجتين: عقوبات من الدرجة الاولى تتخذ من طرف وزير العدل وعقوبات من الدرجة الثانية ويصدر بشأنها ظهير شريف بناء على اقتراح من ومن بين هذه العقوبات عقوبة العزل مما تكون معه رسالة وزير العدل الى الطاعن وكما لاحظ ذلك قضاة المحكمة الادارية عبارة عن اجراء تنفيذي لقرار صادر عن سلطة اعلى في شكل ظهير شري .

- : المخالفة التأديبية :
94/201، الصادر بتاريخ 95/262 16/06/1994
Source : <http://www.jurisprudence.ma/decision/ccass166199494201>

_____:

مناقشة العدل أمام المحكمة للمخالفات التأديبية موضوع المتابعة يكفي عرضت عليها لمخالفات التأديبية المذكورة قبل الشروع في المناقشة.
في المجال التأديبي لا جريمة بدون نص-
تحديد ما يمكن أن يوصف بأنه فعل يخالف السلوك الوظيفي أو الواجبات الإدارية.

350، الصادر بتاريخ

:

• القرار التأديبي :

73042

1985/04/27

Source : <http://www.jurisprudence.ma/decision/ccass27041985350>

_____:

يكون مشوباً بالشطط استعمال السلطة، لخرقه قوة الشيء به، القرار التأديبي
ادارية، من اجل افعال هي نفسها التي توبع بها الموظف امام المحكمة الجنحية فنفت ارتكابه
لها وابرات ساحته بقرار نهائي.

• Jurisprudence administrative étrangère

• République Française : Décisions du Conseil d'Etat

- **Marchés et contrats administratifs : degré de contrôle du juge, Conseil d'État, 7ème / 2ème SSR, 26/06/2015, 389682**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030788040&fastReqId=396941033&fastPos=4>

Résumé : 39-02-02 Saisi d'un moyen tiré de l'irrégularité du recours à un marché global, il appartient au juge de déterminer si l'analyse à laquelle le pouvoir adjudicateur a procédé et les justifications qu'il fournit sont, eu égard à la marge d'appréciation qui lui est reconnue pour estimer que la dévolution en lots séparés présente l'un des inconvénients mentionnés à l'article 10 du code des marchés publics (CMP), entachées d'appréciations erronées.

39-08-015-01 Il n'appartient pas au juge du référé précontractuel d'apprécier les mérites des candidatures.

- **Élections et référendum : grief tiré de l'irrégularité de la convocation des électeurs en vue d'élections municipales partielles, Conseil d'État, 7ème / 2ème SSR, 26/06/2015, 388409**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030788026&fastReqId=396941033&fastPos=7>

Résumé : 28-08-05-02-01 Le grief tiré de la méconnaissance de l'article L. 247 du code électoral, en l'absence de convocation des électeurs pour des élections municipales partielles par un arrêté du sous préfet publié quinze jours au moins avant l'élection, est d'ordre public.

- **Marchés et contrats administratifs : formalités de publicité et de mise en concurrence, Conseil d'État, 7ème / 2ème SSR, 26/06/2015, 389124**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030788038&fastReqId=396941033&fastPos=13>

Résumé : 39-02-005 1) Pouvoir adjudicateur imposant une obligation spécifique aux candidats pour la présentation de leur offre. Pour en apprécier la conformité aux règles de publicité et de mise en concurrence, il convient de rechercher, non pas si cette obligation spécifique est expressément autorisée par une disposition du code des marchés publics, mais si elle est prohibée par une disposition du même code ou par les principes de la commande publique.,.,2) En l'espèce, pouvoir adjudicateur ayant imposé aux candidats d'accomplir, dans le cadre de la présentation de leur offre, et sous son contrôle, un essai des prestations faisant l'objet du marché, afin de permettre l'évaluation de la qualité technique de leur offre. Ni les dispositions de l'article 49 du code des marchés publics, ni aucune autre disposition ou principe n'interdisaient une telle exigence, dès lors que les essais réalisés n'ont donné lieu ni à une négociation avec le pouvoir adjudicateur ni à une modification de leur offre en méconnaissance des dispositions du I de l'article 59 du même code.

- **Contributions et taxes : contribuable astreint au secret professionnel : moyen tiré de ce que la procédure d'imposition est irrégulière pour avoir porté atteinte à ce secret, Conseil d'État, 9ème / 10ème SSR, 24/06/2015, 367288, Publié au recueil Lebon**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030787978&fastReqId=396941033&fastPos=31>

Résumé : 19-01-03-01 1) a) Bien que les agents des services fiscaux soient eux-mêmes tenus au secret professionnel, il ne saurait être dérogé en leur faveur, sauf disposition législative expresse, à la règle de secret professionnel édictée à l'article 226-13 du code pénal. S'il n'appartient qu'au juge répressif de sanctionner les infractions aux dispositions de cet article, il incombe au juge de l'impôt, lorsqu'un contribuable astreint au secret professionnel conteste, devant lui, la régularité de la procédure d'imposition suivie à son égard, au motif que celle-ci aurait porté atteinte à ce secret, d'examiner le bien-fondé d'un tel moyen.... ,b) La révélation d'une information à caractère secret vicie la procédure d'imposition et entraîne la décharge de l'imposition contestée lorsqu'elle a été demandée par le vérificateur, en méconnaissance des dispositions de l'article L. 13-0 A du livre des procédures fiscales (LPF), ou que, alors même qu'elle ne serait imputable qu'au seul contribuable, elle fonde tout ou partie de la rectification.... ,c) Les informations nominatives susceptibles d'être enregistrées dans le système informatique d'une officine à l'occasion d'un achat revêtent un tel caractère secret lorsqu'elles se rapportent à un médicament, produit ou objet dont la vente est réservée aux pharmaciens par l'article L. 4211-1 du code de la santé publique.,,2) Les dispositions des articles L. 13, L. 47 A et L. 74 du LPF permettent à l'administration d'évaluer d'office les bases d'imposition notamment lorsque les traitements informatiques nécessaires au contrôle de la comptabilité tenue au moyen de systèmes informatisés ont été rendus impossibles, en dépit des diligences normales entreprises par le vérificateur, du fait de la suppression délibérée d'une partie des données soumises à ce contrôle après que le contribuable a été averti de son imminence.,,3) Les données d'un progiciel de gestion qui permet de facturer et d'encaisser les ventes et de gérer le stock, et comprend l'ensemble des recettes journalières de la société, concourent à la formation des résultats comptables et sont par suite soumises au contrôle prévu par l'article L. 47 A du LPF.

- **Contributions et taxes : valeur locative des biens : destruction physique des éléments relatifs à l'évaluation du terme de comparaison, Conseil d'État, 8ème / 3ème SSR, 24/06/2015, 367583**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030787979&fastReqId=396941033&fastPos=33>

Résumé : 19-03-01-02 Destruction par incendie des archives d'un centre des impôts fonciers. Dans le cadre d'une évaluation par comparaison, l'administration est fondée à écarter la référence à un local-type dont les modalités d'évaluation ne peuvent plus, en raison de la destruction de la déclaration d'origine du propriétaire et de la fiche de calcul, être vérifiées.

- **Contributions et taxes : déduction du revenu global d'une quote-part des charges foncières se rapportant à des immeubles classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, Conseil d'État, 9ème / 10ème SSR, 24/06/2015, 370049**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030787988&fastReqId=396941033&fastPos=37>

Résumé : 19-02-01-04-01 Il résulte de la combinaison des dispositions des articles 31 et 156 du code général des impôts (CGI) et des articles 41 E à 41 J de l'annexe III à ce code, qu'une quote-part des charges foncières se rapportant à des immeubles classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques est déductible, dans les conditions prévues par ces dispositions, du revenu global servant de base à l'impôt sur le revenu. Dans le cas où seules certaines parties du monument ont été classées ou inscrites, ne sont déductibles à ce titre que les dépenses se rapportant à des travaux, des fournitures ou des services qui sont nécessaires à la conservation et à l'entretien des parties classées ou inscrites, soit que ces travaux concernent directement ces parties du monument, soit qu'ils soient rendus indispensables à leur préservation par l'état général de l'immeuble....
 „Il appartient, dans tous les cas, au contribuable de justifier de la nature, du montant et du caractère déductible des dépenses qu'il entend porter en déduction de son revenu global. Il peut le faire par la production de tous documents, notamment d'attestations émanant des services chargés de l'architecture et du patrimoine à la condition, toutefois, que ces documents décrivent, avec une précision suffisante, la nature des travaux ainsi que leur lien avec les parties classées ou inscrites. Dans l'hypothèse où le contribuable produit une telle attestation, il incombe ensuite au service, s'il s'y croit fondé, d'établir que les charges en cause ne sont pas déductibles.

- **Fonctionnaires et agents publics. Agents contractuels et temporaires : non renouvellement du contrat ou proposition de renouvellement substantiellement différente du contrat précédent, Conseil d'État, 6ème / 1ère SSR, 10/07/2015, 374157**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030866697&fastReqId=2098343353&fastPos=10>

Résumé : 36-12-03-02 1) Un agent public qui a été recruté par un contrat à durée déterminée ne bénéficie ni d'un droit au renouvellement de son contrat ni, à plus forte raison, d'un droit au maintien de ses clauses, si l'administration envisage de procéder à son renouvellement. Toutefois, l'administration ne peut légalement décider, au terme de son contrat, de ne pas le renouveler ou de proposer à l'agent, sans son accord, un nouveau contrat substantiellement différent du précédent (en l'espèce renouvellement pour un an d'un contrat de trois ans), que pour un motif tiré de l'intérêt du service....
 „2) Lorsqu'un agent public sollicite le versement d'une indemnité en réparation du préjudice subi du fait de l'illégalité de la décision de ne pas renouveler son contrat ou de le modifier substantiellement sans son accord, sans demander l'annulation de cette décision, il appartient au juge de plein contentieux, forgeant sa conviction au vu de l'ensemble des éléments produits par les parties, de lui accorder une indemnité versée pour solde de tout compte et déterminée en tenant compte notamment de la nature et de la gravité de

l'illégalité, de l'ancienneté de l'intéressé, de sa rémunération antérieure, et des troubles dans ses conditions d'existence. En l'espèce, la cour administrative d'appel qui a déterminé une indemnité de perte de rémunération calculée en fonction d'un renouvellement du contrat initial pour trois ans, a commis une erreur de droit.

- **Élections et référendum : financement et plafonnement des dépenses électorales : délai de six mois avant approbation implicite du compte du candidat, Conseil d'État, 2ème / 7ème SSR, 09/07/2015, 388767**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030863777&fastReqId=2098343353&fastPos=21>

Résumé : 28-005-04-03-01 1) En vertu de l'article L. 52-15 du code électoral, la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) doit se prononcer sur le compte du candidat et, le cas échéant, saisir le juge de l'élection, dans un délai de six mois à compter de son dépôt. Passé ce délai, les comptes sont réputés approuvés.... ,,2) Ce délai présente le caractère d'un délai franc et court à compter de la date de dépôt du compte lorsque celui-ci est effectué dans le délai prescrit ou à compter de la date d'expiration de ce délai, lorsque cette formalité n'est pas remplie.

- **Actes législatifs et administratifs : délibération réglementant les championnats de football professionnel, Conseil d'État, 2ème / 7ème SSR, 09/07/2015, 375542, Publié au recueil Lebon**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030863767&fastReqId=2098343353&fastPos=26>

Résumé : 01-01-05-01-01 Mission de service public administratif d'organisation des championnats de Ligue 1 et de Ligue 2 de football professionnel déléguée par la fédération à la Ligue de football (art. L. 132-1 du code du sport). Une délibération du conseil d'administration de la Ligue réglementant ces compétitions présente le caractère d'acte administratif.

- **Communautés européennes et Union Européenne : application du Droit de l'Union Européenne par le juge administratif français, Conseil d'État, 6ème / 1ère SSR, 08/07/2015, 390154**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030860191&fastReqId=2098343353&fastPos=39>

Résumé : 15-03 Il résulte des dispositions de l'article 88-1 de la Constitution qu'en l'absence de mise en cause d'une règle ou d'un principe inhérent à l'identité constitutionnelle de la France, le Conseil constitutionnel n'est pas compétent pour contrôler la conformité aux droits et libertés que la Constitution garantit de dispositions législatives qui se bornent à tirer les conséquences nécessaires de dispositions inconditionnelles et précises d'une directive de l'Union européenne. En ce cas, il n'appartient qu'au juge de l'Union européenne, saisi le cas échéant à titre préjudiciel, de contrôler le respect par cette directive des droits fondamentaux garantis par l'article 6 du traité sur l'Union européenne. Dès lors, une question prioritaire de constitutionnalité contestant la conformité aux droits et libertés garantis par la Constitution de telles

dispositions législatives n'est pas sérieuse, sauf s'il peut être sérieusement soutenu qu'elles mettent en cause une règle ou un principe inhérent à l'identité constitutionnelle de la France.

- **Communautés européennes et Union Européenne : procédure d'exécution d'un mandat d'arrêt européen : décision du procureur de délivrer ou refuser un permis de visite à la personne écrouée, Conseil d'État, 10ème / 9ème SSR, 06/07/2015, 388456**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030853983&fastReqId=2098343353&fastPos=43>

Résumé : 15-05-055-02 Il n'appartient pas au juge administratif de connaître des actes relatifs à la conduite d'une procédure judiciaire ou qui en sont inséparables.... „En vertu de l'article 695-11 du code de procédure pénale, l'autorité judiciaire est compétente pour exécuter un mandat d'arrêt européen, qui se substitue à la procédure de l'extradition dans les relations entre Etats membres de l'Union européenne. Il résulte de l'article R. 57-8-9 du code de procédure pénale que le procureur général est compétent pour délivrer, refuser, suspendre ou retirer les permis de visite pour les personnes détenues écrouées à la suite d'une demande d'extradition émanant d'un gouvernement étranger... „, Cette décision du procureur général ne saurait être regardée comme détachable de la conduite de la procédure judiciaire et relever de la compétence administrative, y compris lorsque la personne recherchée purgerait en France une peine en raison de faits autres que ceux visés par le mandat d'arrêt et que la chambre de l'instruction aurait différé la remise de celle-ci, en application de l'article 695-39 du code de procédure pénale.

- **Juridictions administratives et judiciaires : atteintes aux biens des personnes détenues, Conseil d'État, 10ème / 9ème SSR, 06/07/2015, 373267**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000030853949&fastReqId=2098343353&fastPos=45>

Résumé : 37-05-02-01 La responsabilité de l'Etat en cas de dommage aux biens des personnes détenues peut être engagée lorsque ce dommage est imputable, d'une part, à un défaut d'entretien normal de l'établissement pénitentiaire dont ces personnes sont usagers ou, d'autre part, en tenant compte des contraintes pesant sur le service public pénitentiaire, à une carence de l'administration dans la mise en œuvre des moyens nécessaires à la protection de ces biens.

V- Dernières Parutions

• Nouveautés papier

• Livres

✓ Edition nationale

• تقنيات الوساطة لتسوية النزاعات دون اللجوء الى

Source : <http://www.marocdroit.com/%D9%82%D8%B1%D8%A7%D8%A1.html>

- : امحمد برادة غزيول
- : الدار العالمية للكتاب
- تاريخ الصدور : أبريل 2015
- : 320
- ثمن البيع للعموم : 85 درهم



امبارك جانوي، قاضي بالمحكمة الابتدائية بفاس.

أهمية هذا العمل، في الطريقة التي عالج بها المؤلف هذا الموضوع الذي اعتمد فيه على الفقه العربي . حاول من خلاله الإجابة عن مختلف التساؤلات والإشكاليات التي قد يطرحها الممارس في هذا الحقل وكل من له ارتباط بالجانب القانوني .

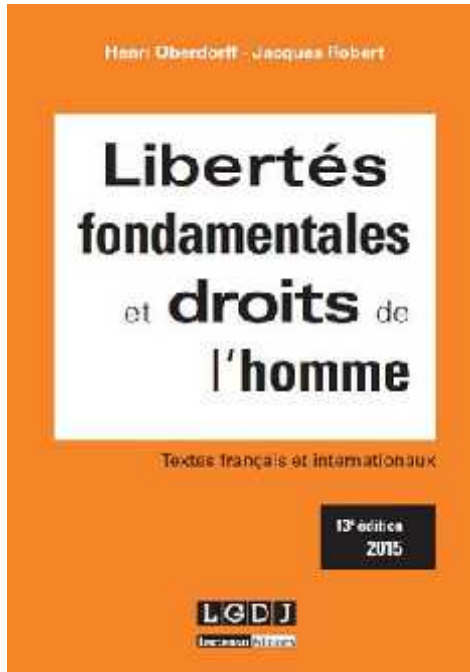
الأستاذ امحمد برادة غزيول

خبير استشاري دولي تابع لميئة الأمم المتحدة للتنمية UNDP، والرئيس الأول لمحكمة الاستئناف سابقا، والمدير العام لمكتب الدراسات ديولون RB2 حاليا، المتخصص في المشاركة القانونية وتسوية النزاعات عن طريق الحلول البديلة والتكوير.

✓ Editions étrangères

- **Libertés fondamentales et droits de l'homme**

Source : <http://www.lextenso-editions.fr/ouvrages/document/233815301>



13^{ème} édition

Auteurs : Henri Oberdorff - Jacques Robert

Éditeur : L.G.D.J

Collection : Textes français et internationaux

ISBN : 978-2-275-04272-5

EAN13 : 9782275042725

Date de parution : 07/2015

Nombre de pages : 1120 pages

Présentation de l'éditeur

Ce livre contient tous les textes consacrés aux libertés fondamentales et aux droits de l'homme : déclarations, constitution, conventions internationales, traités, lois, décrets. Régulièrement mis à jour, cet ouvrage est conçu comme un Code des droits de l'homme.

Henri OBERDORFF, Professeur de droit public à l'Université Pierre Mendès France de Grenoble, Directeur honoraire de l'IEP de Grenoble.

Jacques ROBERT, Professeur émérite de droit public à l'Université de Paris II, Président honoraire de l'Université, ancien membre du Conseil constitutionnel.

- **Les maladies professionnelles : 3^{èmes} édition**

Source : <http://editionslarcier.larciergroup.com/titres/132108/les-maladies-professionnelles.html>



Titre : Les maladies professionnelles

Sous-titre : 3^{ème} édition

Auteur(s) : Pol Delooz, Damien Kreit

Préface de : Philippe Gosseries

Editeur : Larcier

ISBN-10 : 2804473554

ISBN-13 : 9782804473556

Nombre de pages : 566

Date de parution : Juillet 2015

Présentation de l'éditeur

Le présent ouvrage examine l'ensemble de la matière et entend également faire le point sur les récentes évolutions législatives relatives aux maladies professionnelles dans les secteurs privé et public (y compris le fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante). Le praticien y trouvera toutes les réponses de la législation, de la doctrine et de la jurisprudence à ses questions.

Pol Delooz

Professeur de droit social et président de chambre émérite à la Cour du travail de Liège.

Damien Kreit

Professeur de droit social et conseiller à la cour du travail de Liège.

Philippe Gosseries

Conseiller émérite à la Cour de Cassation et professeur à la Faculté de droit de l'Université catholique de Louvain en retraite.

- **Informatique et libertés**

Source : <http://www.lextenso-editions.fr/ouvrages/document/233814982>



Éditeur : Lextenso éditions

Collection : Les Intégrales

ISBN : 978-2-35971-093-9

EAN13 : 9782359710939

Date de parution : 07/2015

Présentation de l'éditeur

Moteurs de l'économie numérique, les données à caractère personnel font l'objet aujourd'hui de toutes les attentions. Face au traçage continu sur internet et à la volonté des acteurs économiques et des pouvoirs publics de disposer de données de plus en plus nombreuses sur les individus, quelles sont les prérogatives dont disposent ces derniers ? Comment les données peuvent-elles circuler dans et hors des frontières ? Comment garantir leur sécurité ?

Cet ouvrage est né de la collaboration d'universitaires, de magistrats et de praticiens :

Anne Debet, Professeur à l'Université Paris Descartes, et Jean Massot, Président de section (h) au Conseil d'État, ont été Commissaires à la CNIL.

Nathalie Metallinos, avocate et ancienne des services de la CNIL, est une professionnelle renommée du secteur.

Anne Danis-Fatôme, Maître de conférences-HDR à l'Université Paris-Ouest-Nanterre.

Olivier Lesobre est magistrat et ancien chef du service des sanctions de la CNIL.

• Nouveautés numériques

- **Benin - Le site web du Médiateur de la République officiellement lancé**

Source : <http://www.lanouvelletribune.info/benin/politique/24769-le-site-web-du-mediateur-de-la-republique-officiellement-lance> (27/07/2015)

Le Médiateur de la République, Joseph Gnonlonfoun a procédé vendredi dernier au lancement officiel de ce site web à l'adresse www.lemediateurdubenin.org, à la faveur d'une séance de validation.



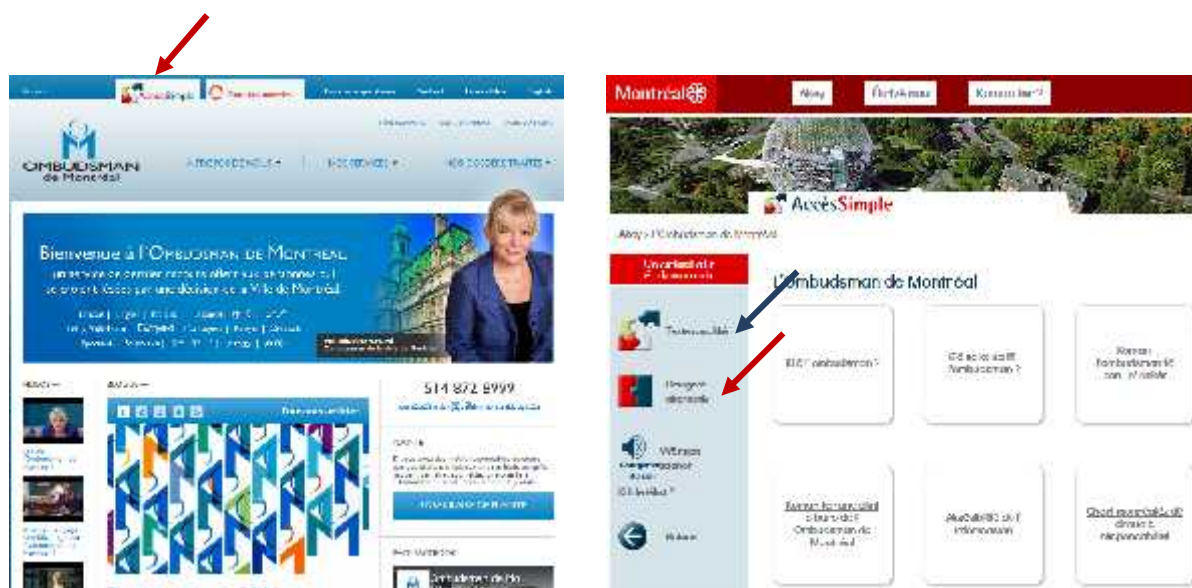
- Section de l’Ombudsman sur le site **Accès Simple** de la Ville de Montréal en langage simplifié⁴ et en Ortografaltêrnativ⁵

Source : <https://ombudsmandemontreal.com/>

http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=2496,100357574&_dad=portal&_schema=PORTAL (page consultée le 29/07/2015)

La section de l’Ombudsman sur le site **Accès Simple** de la Ville de Montréal comprend :

- ✓ Des textes et vidéos en langage simplifié et en Ortografaltêrnativ ;
- ✓ Des textes en langage phonique, option sonore⁶ permettant d’entendre certains documents ;
- ✓ Une police d’écriture compatible avec les outils utilisés par les personnes atteintes de limitations visuelles.



⁴Le texte simplifié est une modalité d’adaptation de l’information écrite pour faciliter la lecture aux personnes susceptibles d’éprouver des limitations cognitives. Le texte final n’est pas infantilisant ; il s’adresse toujours à un public adulte.

http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=2496,3086618&_dad=portal&_schema=PORTAL

⁵L’ortografaltêrnativ : comme le braille, c’est un mode de communication spécialement conçu pour les personnes qui éprouvent des limitations intellectuelles importantes. Il est important de noter qu’il ne s’agit nullement d’une réforme de l’orthographe, ni d’un langage « texto » destiné aux jeunes.

http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=2496,3086618&_dad=portal&_schema=PORTAL

⁶ La version sonore est une aide supplémentaire pour bien lire.

http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=2496,3086618&_dad=portal&_schema=PORTAL

Bulletin De Veille

Directeur du Bulletin

M. Abdelaziz Benzakour
Médiateur du Royaume

Membres

M. Mohamed Lididi
Secrétaire Général de l'Institution

M. Mustapha Ismaili
*Chef de la Section du Traitement
Informatique, des Statistiques et de
la Documentation*

Rédacteur

Mme Meryem El Houari
*Chef de l'Unité de Gestion des
Archives et de la Documentation*

Collaboration

M. Hicham Bayahya
Ingénieur d'Application
